

Saisine à propos de certains réseaux sociaux utilisés par l'UIAD

adressée à son Espace Éthique

Auteur, date

Vincent Rialle, enseignant bénévole UIAD, émérite de l'Université Grenoble Alpes
Le 7 avril 2025

Définition de la saisine

Trois au moins des réseaux sociaux utilisés par l'UIAD – Facebook, Instagram et X – présentent depuis quelques mois une orientation politique extrémiste et des pratiques de dérégulation dangereuses. Ces orientations et pratiques, déjà en germe avant leur récente accentuation, me semblent contraires aux valeurs sociales, éthiques et démocratiques portées par l'UIAD et communes aux États de l'Union européenne en matière de services d'Internet, réseaux sociaux et Intelligence artificielle.

La saisine que je formule aujourd'hui souhaite que soit entreprise une réflexion au sein de l'UIAD (Espace éthique, Bureau, Conseil d'administration, adhérents...) visant à reconsidérer les choix de réseaux sociaux utilisés par l'UIAD, sachant que d'autres réseaux sociaux rendant des services similaires existent, professent explicitement des valeurs éthiques désormais fortement inscrites dans les efforts de l'Union européenne pour une IA "ouverte", "inclusive" et "éthique" (selon le récent « Sommet pour l'Action sur l'IA » international des 10 et 11 février 2025 à Paris) et méritent largement d'être utilisés.

Argumentaire

L'UIAD est en ligne directe depuis quelques années avec au moins cinq réseaux sociaux (RS), qui sont (dans l'ordre affiché sur la page d'accueil de son site) : Youtube, Facebook, LinkedIn, Instagram et X¹. Il est entendu qu'un affichage de l'UIAD sur des réseaux sociaux est pleinement justifié par le besoin de se faire connaître, pour notamment augmenter le nombre d'adhérents, diffuser des annonces d'événements et prodiguer des informations qui prolongent celles de son site. Il est entendu également que ces choix de réseaux font pour certains depuis de nombreuses années ont été réalisés dans la meilleure bonne foi et dans un contexte laissant peu présager leur revirement actuel, quoi qu'une critique justifiée et scientifique de certaines pratiques ait été entreprise depuis quelque deux décennies.

Mais la réalité des plus grands de ces RS s'est depuis peu totalement transformée. Avec l'élection le 5 novembre dernier, de Donald Trump à la présidence des États-Unis, presque tous les RS états-unis lui ont fait allégeance et ont plus ou moins radicalement changé de politique de fonctionnement. Ils ont notamment fortement réduit leurs actions de régulation contre le racisme, le sexisme et les appels à la haine et sont devenus ouvertement politisés en direction d'une extrême droite suprématiste désormais ultra-active. Sur les cinq RS de la liste ci-dessus, seul LinkedIn n'a pas fait allégeance à

¹ dont les icônes sont  (avec une erreur sur le dernier, le site n'est pas à jour)

ce nouveau régime : son patron Reid Hoffman s'y est formellement opposé et critique fortement cette nouvelle politique « *qui, écrit-il, sabote l'administration et pactise avec la Russie* »². En outre, ce régime va jusqu'à stimuler fortement, par la voie de son « ministre de l'efficacité gouvernementale » E. Musk, les partis européens déjà enclins à affaiblir de l'intérieur l'Union Européenne. Sachant que ces RS sont utilisés par nombre extrêmement élevé de français et d'européens, ils jouent désormais plus qu'avant un rôle de sapement des démocraties. Par leur usage, l'UIAD soutien donc, à son insu, ce sapement et ces effets de propagation des racisme, sexisme et haines diverses.

En outre, la nouvelle politique états-unienne contribue à une déroute de la capacité même d'apprendre et de partager. En effet, « *l'administration Trump a décidé de bannir certains mots et expressions émis par les agences fédérales (sites Internet compris), tout en limitant au maximum l'usage de certains autres. Le New York Times a établi une liste de ces termes le 7 mars 2025* »³. On trouve dans cette liste presque toutes les expressions que l'esprit, la culture, les enseignements, en un mot l'éthique de l'UIAD ont à cœur de protéger afin de continuer à pouvoir examiner, comprendre en profondeur, la complexité de notre monde et de nous-même. La liste de ces mots et expression est impressionnante, elle inclut notamment : héritage culturel, science du climat, handicap, santé mentale, racisme, race et ethnie, diversité raciale, promouvoir la diversité. Par cette privation de richesse sémantique des agences américaine, c'est la possibilité même d'apprendre à penser, comprendre, dialoguer, partager, qui est au cœur de cette politique, dont l'une des armes essentielles est devenir l'inversion de la vérité, en particulier en direction de l'Europe ; pour exemples : c'est l'Ukraine qui a déclaré la guerre, Volodymyr Zelensky est un dictateur, etc. Cette installation, dans la sphère publique de l'usage banalisé de contre-vérités est un « *travail de démolition souterrain [qui] balaie les consensus sémantiques jusqu'à les rendre inutilisables, et [qui] ronge le dialogue démocratique. Il nous prive en fin de compte de nos moyens d'expression* »⁴. En outre, que Facebook dont la régulation avant la dernière élection présidentielle était on ne peut plus superficielle, la diminue drastiquement par son allégeance complète à la Maison blanche a de quoi inquiéter au plus au point l'UIAD. Rappelons que qu'en 2017, la campagne de purification ethnique de grande ampleur, menée par l'armée du Myanmar et les extrémistes bouddhistes contre les Rohingyas et stimulée par un algorithme de Facebook, a conduit à l'assassinat de 5000 à 25000 civils non armés, à l'agression sexuelle de 18000 à 60000 femmes et hommes et à l'expulsion de force de 730 000 Rohingyas de leur pays. Un travailleur humanitaire a décrit ainsi l'emballlement de tueries et d'atrocités créé par cet algorithme de Facebook sur son fil d'actualité : « *Les attaques en ligne contre les Rohingyas étaient hallucinantes – leur nombre, et leur violence. Un vrai raz de marée (...) Il n'y avait plus que ça sur les fils d'actualité au Myanmar. Ça renforcé l'idée que ces gens étaient tous des terroristes qui ne méritaient pas d'avoir des droits.* » (Amnesty International 2022; Harari 2024, 244).

Tous ces éléments, et bien d'autres encore, appuient ainsi la présente saisine afin d'engager une réflexion éthique qui semble désormais s'imposer.

² Sur Radio France : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/un-monde-connecte/comment-linkedin-et-son-cofondateur-reid-hoffman-connaissent-un-retour-de-hype-9278086>

³ *Le 1* n° 538 du 26/03/25, article *Mots interdits*.

⁴ Olivier Mannoni. « Il faut les prendre au mot », entretien, propos recueillis par Lou Héliot. *Le 1* n° 538 du 26/03/25.